Du ras-le-bol au raz-de-marée

Après avoir été égarés sur « la voie birmane vers le socialisme », les birmans, terrorisés depuis 53 ans, donnent de la voix pour rejeter les militaires.

par **Guy Lubeigt**

Il est spécifié que les opinions défendues dans ces écrits n'engagent que son auteur ;
elles ne sauraient être imputées à l'Umr ProdiG, éditrice du Portail InfoGéo.

****

Une semaine avant les élections générales du 8 novembre 2015, de nombreux Birmans arboraient de multiples gadgets de couleur rouge (drapeaux du parti de *la Ligue Nationale pour la Démocratie* (LND) [1], autos-collants, bandeaux frontaux, calendriers, grands posters de la fondatrice du parti, ti-sheurts rouges ou blancs arborant le symbole du parti - le paon combattant - pins, minis-stickers que les fidèles se collent sur les joues pendant les meetings, casquettes, etc). Le parti rouge symbolisait non seulement leur choix de la démocratie et du système démocratique, mais aussi celui de retrouver la Liberté dont ils étaient été privés depuis le 2 mars 1962, date du coup d'Etat qui a placé les militaires au pouvoir.

Leurs adversaires se présentaient sous la couleur verte du *Parti de l'Union pour la Solidarité et le Développement* (USDP). Ce parti des verts (rien à voir avec l'environnement) avait essentiellement pour objectif le maintien des militaires et de leurs associés affairistes - qui dominent l'économie du pays - au pouvoir.

[1] - Le parti de la *Ligue Nationale pour la Démocratie, a* été fondé en septembre 1988 par Mme Aung San Suu Kyi, fille du créateur de l'armée birmane et fondateur de l'Union de Birmanie (4 janvier 1948), avec les généraux retraités Tin Oo et Aung Gyi. Ce dernier a rapidement quitté le parti pour se consacrer à des investissements personnels. Il est décédé il y a une dizaine d'années. Depuis 1989, Tin Oo et Aung San Suu Kyi ont poursuivi un combat sans relâche contre les dictateurs birmans et leurs successeurs (Ne Win, Sein Lwin, Saw Maung, et Than Shwé auquel a succédé, en mars 2011, un nouveau général retraité, Thein Sein). Ce dernier, nommé président par le parlement, (composé de nombreux militaires retraités) dirige un « gouvernement semi-civil » ainsi que le nomment pudiquement les médias internationaux. Mais ce « gouvernement » étant composé aux trois-quarts de militaires d'active et retraités, devrait en fait être décrit comme un « gouvernement semi–militaire… ». Quoi qu'il en soit le combat des démocrates birmans contre les dictateurs, s'est soldé pour Aung San Suu Kyi par une quinzaine d'années de résidence surveillée (1989- 2010), et une tentative d'assassinat à Dipayin en 2003. De son côté Tin Oo (89 ans) a séjourné plusieurs années en prison pour lui faire payer son soutien indéfectible à Aung San Suu Kyi (70 ans).

Les électeurs (33,5 millions sur 51 millions d'habitants), dont on estime qu'environ 80% se sont prononcés, viennent de choisir le changement. Ils ont voté massivement en faveur des candidats de la *Ligue Nationale pour la Démocratie*, même dans les villes de garnisons, telle Maymyo (qui abrite pourtant 15.000 militaires et leurs familles).

Du ras-le-bol au raz-de-marée : le rejet des hommes en vert.

Les militaires sont arrivés au pouvoir le 2 mars 1962, par un coup d'Etat contre le régime républicain dirigé, depuis l'indépendance (4 janvier 1948) par les démocrates d'U Nu. Conduit par un des artisans de l'indépendance, le général Ne Win (compagnon du fondateur de l'armée et de l'Union de Birmanie), le nouveau régime a aussitôt affiché son idéologie en expliquant qu'il allait créer « *La voie birmane vers le socialisme* », qu'il situait entre le bouddhisme et le socialisme. Toutes les terres, les industries, les banques, les transports, les hôtels et même les cinémas furent nationalisés. Pour diriger et contrôler cet ensemble, les gradés de l'armée, furent nommés dans tous les secteurs de l'économie. Tous sont devenus automatiquement des capitaines d'industrie qui pouvaient donner leurs ordres sans contrôle. Encadrés par le *Parti du Programme Socialiste Birman* (créé en 1971) les fonctionnaires et les membres de la société civile n'eurent plus qu'à obéir sans avoir la moindre possibilité de résister à ces ordres, d'y répliquer et encore moins d'avoir la possibilité d'en discuter le bien fondé. Deux générations de birmans ont subi ce traumatisme.

Depuis 1962, l'écoeurement progressif de la population, provoqué par l'incompétence de ses gouvernants en uniformes, a fini par enclencher un séisme : un raz-de-marée électoral des démocrates emmenés par la *Ligue Nationale pour la démocratie* (LND), le mouvement de Mme Aung San Suu Kyi, traduit, dans les faits, un très puissant phénomène de ras-le-bol. Il serait inexact de dire que la population ne pouvait plus supporter de voir et d'entendre les hommes en vert, omniprésents et menaçants. Dans les faits, elle les haïssait profondément. Le vote massif des Birmans en faveur de la démocratie, c'est avant tout un phénomène de rejet de la soldatesque et de son art de vivre, avec ses copains affairistes, sur le dos de la population. « *Quand mon père entend parler des militaires, il ferme son poing sous son longyi* (le pagne traditionnel des birmans) *me disait une amie birmane il y a quelques années*. » Cette image illustre parfaitement la faculté de révolte intérieure d'un peuple entraîné à dissimuler ses sentiments véritables, qu'il cachait depuis un demi-siècle.

La campagne électorale et le « compte-gouttes » birman.

Une campagne électorale d'un mois a suffi de finir de convaincre les électeurs (ils l'étaient déjà) de voter en faveur de la LND. Remarquable innovation du parti d'Aung San Suu Kyi, la quasi-totalité des candidats de la LND étaient de parfaits inconnus pour les électeurs, ce qui est souvent le cas en milieu rural (70% de l'Union). Mais ils avaient été adoubés par Aung San Suu Kyi qui, pendant les déplacements de sa campagne électorale, avait expliqué aux électeurs pourquoi il fallait voter massivement pour les candidats de son parti. Ces candidats

travailleraient pour le parti et pour elle, afin qu'elle puisse devenir la présidente du Gouvernement et engager les réformes nécessaires au développement de l'Union sans que les militaires (qui ne sont pas élus mais détiennent constitutionnellement 25% des sièges des parlements : Chambre des députés et Chambre des Nationalités) puissent s'y opposer. Les électeurs, toujours à l'affût de ses paroles et qui lui font une confiance aveugle, l'ont suivie.

Au fil des ans Aung San Suu Kyi, qui a débuté sa carrière politique à Rangoun (où elle était revenue pour soigner sa mère), au pied de la pagode Shwédagon, le 24 août 1988, a conquis le cœur et la confiance des habitants de l'Union. Le scrutin du 8 novembre 2015 a prouvé, sans l'ombre d'un doute, que les Birmans, que certains augures croyaient incapables d'avoir une réflexion politique, bénéficiaient au contraire dans ce domaine d'une grande maturité intuitive, encore prouvée par leur refus de répondre aux appels à la haine anti-musulmane des intégristes bouddhistes. On peut souhaiter une telle maturité à d'autres peuples indochinois.

La Commission électorale est dirigée, comme il se doit, par un général retraité qui fut le 4ème personnage de la junte avant sa dissolution. Tin Aye a été nommé à ce poste en 2011 par le président Thein Sein, sur recommandation du dictateur Than Shwé. Depuis cette date il a eu tout loisir d'étudier les listes électorales et de préparer des règlements électoraux spécifiques, notamment la systématisation des « votes d'avance », potentiellement favorables au régime. Le scrutin du 8 novembre, était ouvert de 6 h à 16 heures. Deux heures plus tard, à 18 heures, la tendance générale, une victoire massive de la LND, était connue au Quartier-Général de la LND.

La Commission électorale (CE) ne s'est pas précipitée pour annoncer ces résultats catastrophiques pour le régime. Le raz-de-marée électoral de la LND a été fractionné en mini-avalanches. Pour cela, la CE a utilisé un instrument spécifique, que l'on pourrait qualifier de « compte-gouttes birman ». Les résultats ont été diffusés en vrac et à doses homéopathiques, pour empêcher une explosion de joie populaire. Les démocrates n'ont pu célébrer leur victoire. Le 15 novembre, sept jours après le vote, la CE continuait encore à annoncer des résultats pour des zones éloignées. Les annonces se poursuivront jusqu'au 20 novembre. Au final, le peuple birman s'est prononcé sans équivoque. Deux chiffres illustrent parfaitement l'ampleur du *tsunami* électoral qui a secoué l'*establishment* dictatorial : il a envoyé 257 députés LND (auxquels s'ajoutent 25 démocrates des nationalités) au *Pyithu Hluttaw* (la Chambre des Représentants) et 134 députés au *Amyotha Hluttaw* (La Chambre des Nationalités). Pour sa part, l'USDP ne totalise que 29 députés.

Dans une large majorité, les jeunes, même en montagne et dans les villages les plus reculés, possèdent désormais leurs téléphones portables qui leur offrent, en temps réel, des informations utiles sur leur pays et ses dirigeants. Certains en possèdent même plusieurs. Internet et les réseaux sociaux sont devenus en quelques années l'incontournable source d'information pour une population qui a été sevrée de nouvelles pendant un demi-siècle. Le peuple est suspendu à ses téléphones. Le régime ne bénéficie plus du monopole de l'information. Une électrice, qui a suivi de près la campagne électorale, et qui penchait à l'origine pour une candidate démocrate d'un autre parti, m'a confié qu'elle avait finalement voté pour Aung San Suu Kyi. « Pourquoi ? » - « C'est la seule qui peut faire bouger les

choses ! » « Pourquoi pas les candidats du régime ? » « On ne peut pas leur faire confiance, ils nous ont toujours menti ! »

Selon la Constitution, la majorité absolue permettant de former un gouvernement est de 329 députés. Avec près de 400 députés, le compte est bon pour la LND.

La conquête de la Birmanie et les Quatre icônes du calice démocratique .

Avant l'élection l'USDP, le parti de l'armée, se voyait déjà reconduit au pouvoir pour cinq ans, tant son emprise était grande, du moins en apparence, sur la population. Les soldats, qui avaient mis 15 ans à se concocter une Constitution sur mesure (1993-2008), se croyaient protégés par cette Constitution qui leur accordait 25% des sièges de la représentation nationale en récompense. Mais le rejet massif de la légitimité dont ils se paraient, n'avait pas été envisagé par les rédacteurs de cette Constitution. Les stratèges militaires avaient seulement pensé à se débarrasser de Aung San Suu Kyi en lui interdisant de devenir présidente.

Autoproclamés défenseurs de la nation, les militaires se sont surtout illustrés par une série d'invraisemblables exactions à l'encontre de toutes les populations de l'Union de Birmanie (bombardements et incendies de villages, assassinats de ruraux et de journalistes, meurtres d'enfants, viols, confiscation des terres, pots de vins pour cesser d'occuper un village, vol des récoltes et du bétail, pillages, rackets en tous genres, péages sur les routes, emprisonnement d'étudiants pour des motifs futiles, impunité systématique, etc). [2] L'armée birmane a conquis son propre pays pour en exploiter les ressources naturelles et humaines à son profit. Après un demi-siècle d'un tel régime, on ne saurait s'étonner que la soldatesque ait désormais conquis la haine inextinguible de la population. Le peuple n'a pas seulement voulu suivre son icône, il aussi voulu recouvrer sa liberté. Le vote du 8 novembre est, peut-être, moins un vote d'adhésion à un projet, qu'un vote de rejet viscéral des « élites » qui dirigeaient la population.

Malgré les appels à la « réconciliation nationale », lancés par Aung San Suu Kyi, et les manifestations verbales de bonne foi démocratique dispensés par les militaires en déroute, les futurs anciens dirigeants ne peuvent encore se résigner à trinquer avec leur adversaire dans un calice démocratique, qu'ils avaient soigneusement préparé pour continuer à se sucrer, et dont ils n'auraient jamais pu imaginer la lie si amère. Les soldats, le gouvernement et la Commission électorale ont tout fait pour empêcher le scénario du débordement de la coupe électorale. En vain. Rejeté, comme en 1990, par la quasi-unanimité des électeurs, le régime a subi une humiliation dont il ne se relèvera pas de sitôt. Sauf par un nouveau mauvais coup.

Un éditorial de la presse gouvernementale du 15 novembre donne un aperçu de l'amertume et du désarroi des vaincus : « *On peut prétendre sans erreur que le succès de l'élection générale n'est pas le produit d'une simple entité. Il résulte de la volonté combinée de quatre pouvoirs historiques dont la vocation et la détermination ont donné naissance à un paradigme de changement. La première icône est celle de toutes les strates culturelles et sociales du peuple*

[2] - Depuis une vingtaine d'années, les rapports des ONG internationales (Amnesty International, Transparency International, etc) vont toutes dans le même sens.

de Birmanie. Le peuple a prouvé son courage en votant, et sa discipline en faisant la queue en bon ordre devant les bureaux. La deuxième icône est le président Thein Sein [qui a engagé le pays sur la voie des réformes démocratiques et a signé un accord de cessez-le-feu avec huit organisations rebelles]. *La troisième icône est le président de la Commission Electorale, le président Tin Aye, qui a pris la courageuse décision de rendre ces élections libres et justes…La quatrième icône est le Commandant-en-chef des Services de Défense, Senior General Min Aung Hlaing,* [car] *il a garanti que l'armée resterait neutre pendant les élections* ». Ces trois derniers mots ouvrent bien des perspectives pour les militaires qui feront tout pour rester au pouvoir. Et autant de perspectives de souci pour les civils.

Les bulletins de vote enregistrés à l'avance : une manipulation mal organisée.

Bien qu'en général les observateurs (nationaux et internationaux), au nombre de 12.500, aient distribué quelques bons points (campagne paisible, vote dans le calme, pas d'incidents pendant le vote), on peut s'interroger sur le sens de « la courageuse décision du président de la commission électorale pour faire en sorte que les élections soient libres et justes. » Dès le 11 novembre, une déclaration préliminaire des observateurs européens (datée du 10 novembre) était accessible à l' *Information Center* de Rangoun. Ce pré-rapport de 9 pages, qui reprenait des détails déjà fournis dans la presse birmane, posait un certain de nombre de questions qui mettaient directement en cause la compétence des organisateurs, et des sous-commissions qu'ils avaient mis en place.

La presse birmane a fourni des détails cocasses sur le système des votes en avance, qui consiste à donner la possibilité à certains citoyens éloignés de voter en avance, en particulier dans leurs ambassades quand ils sont dans un pays étranger. Les complexités attachées à la mise en œuvre de ce système de vote, qui devait s'appliquer aussi aux 2,5 à 3 millions de travailleurs migrants birmans à l'étranger, ont placé la quasi-totalité des émigrés dans l'incapacité de voter. Seuls une soixantaine de milliers ont pu voter dans leur ambassade à Singapour. Certains, qui n'ont pas voulu se résigner, ont affrété un avion depuis Singapour pour venir voter.

Au sein de la Birmanie, de nombreuses personnes qui n'avaient pas le statut d'handicapé, ont bénéficié également du système. L'analyse de la façon dont s'est déroulé le scrutin dans certaines zones (Meikthila, Myingyan, Taunggyi, Lashio – où se présentait le vice–président de la République, Sai Maw Kham) donne à penser aux esprits critiques que des truquages destinés à fausser les résultats locaux auraient été préparés de longue date par des officines spécialisées. Celles-ci étaient très au fait des spécificités de la loi électorale publiée par la Commission Electorale Nationale (dont les membres ont été nommés par le président). La connaissance de ces spécificités aurait pu permettre à des prestidigitateurs de prévoir systématiquement des votes en avance, grâce à des pots de vin. Ces interventions auraient fait pencher la balance dans un sens qui aurait permis à certains ténors du régime d'échapper à la défaite pour les uns, et de garantir une réussite pour les autres. Des facilités supplémentaires

ont également été offertes, notamment par la fourniture de « tickets » de vote qui, couplés avec la carte d'identité, permettaient de voter. Mais ces tickets avaient une particularité : il fallait les rendre aux autorités du bureau de vote avant de quitter les lieux. Certains pouvaient donc s'en servir pour faire voter les absents.

Les observateurs étrangers n'ayant pas été autorisés, « pour des raisons de sécurité », à observer le déroulement des opérations de vote dans les casernes, il semble par endroit que des abus ont été constatés. On cite le cas d'une urne d'un millier de vote qui n'aurait contenu que six bulletins en faveur de la LND, et tous les autres pour l'USDP. A Lashio s'est même développée une controverse, « qui aurait embarrassé la dignité du vice-président ». Les urnes (transparentes et parfois mal fermées) contenant les votes des militaires sont arrivés deux heures avant la fermeture des bureaux. Plusieurs milliers de votes provenant d'une caserne auraient fait basculer le vote en faveur du vice président. Certaines méchantes langues, qualifiées « d'incorrectement malicieuses » vont jusqu'à prétendre que certains gradés auraient confisqué les votes des militaires pour s'assurer du vote USDP.

Conclusion

Les birmans ont enfin réussi à se libérer de la peur. Et ils retrouvent la parole. La population est frustrée car les tergiversations de la Commission Electorale l'ont privée pour le moment des célébrations de sa victoire. Une fois de plus le régime a atteint son but : faire passer, auprès des pays démocratiques sa défaite électorale pour un succès du régime. Quant à ses tentatives de triches électorales, préparées avec amateurisme, elles n'entachent guère la tendance générale du raz-de-marée du parti NLD. Elles pourront passer pour des erreurs de jeunesse démocratique.

Quoi qu'il en soit, les discussions entre l'armée et les démocrates, ne pourront pas échapper à l'attention de la population et à sa volonté de justice. Elles devraient avoir pour but de sceller une réconciliation nationale, alors que des étudiants sont toujours en prison et que l'appareil de répression est toujours aux mains des éléments les plus troubles du régime.

Inutile de s'emballer sur les conséquences de l'exaspération signifiée par ce vote : le nouveau gouvernement démocratique ne sera constitué qu'en février 2016 et le nouveau président ne sera élu, par les députés des deux chambres réunies, qu'en mars. D'ici là, les exégètes devront se méfier des imitations, et garder leur souffle. Des rebondissements sont à prévoir…

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Affiche d'un candidat battu du "Parti pour la Solidarité et le Développement de l'Union" (USDP).

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Les candidats de l'USDP prenaient soin de faire ressortir leurs qualifications. Le Docteur Yé Aung a été lui aussi battu.

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Pendant la scrutin (8 novembre), la sécurité était assurée devant les bureaux de vote. La police secrète était présente pour protéger les citoyens.

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Les marchands de tee-shirts NLD ont fait de bonnes affaires pendant toute la campagne. Impossible de trouver des commerçants vendant des badges USDP. Les demandes réitérées s'attiraient la même réponse "ça nous intéresse pas"!

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Au quartier Général de la LND, on s'arrachait les objets publicitaires.

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Drapeau de la "Ligue Nationale pour la Démocratie". Le logo de la LND est un paon combattant surmonté par une étoile, symbole de l'Union.

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Les triporteurs-taxis ont participé activement à la campagne électorale.

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Au soir du 8 novembre, la foule se pressait devant le QG de la LND. Les résultats étaient affichés au fur et à mesure sur grand écran.

Photos de Guy Lubeigt (Droits réservés)

Le fidèle adjoint de Aung San Suu Kyi, confondateur de la LND, le général retraité Tin Oo (89 ans), figure en bonne place sur l'affiche.